

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
22/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMAVERT

91045001
91610 Ballancourt-sur-Essonne

Références : D2023
Code AIOT : 0006503676

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement SEMAVERT implanté LA CHATAIGNIERE 91045001 91610 Ballancourt-sur-Essonne. L'inspection a été annoncée le 13/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans la découverte de l'établissement et suite à une sollicitation de l'exploitant sur des démarches administratives à court terme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAVERT
- LA CHATAIGNIERE 91045001 91610 Ballancourt-sur-Essonne
- Code AIOT : 0006503676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sablon autorisée par l'arrêté préfectoral n°2011.PREF.DRCL/ BEPAFI/SSPILL547 du 02 décembre 2011, est implantée sur le territoire des communes de Ballancourt-sur-Essonne et de Baulne (91). L'autorisation a été prononcée pour une durée de 15 ans, soit jusqu'au 02/12/2026. En 2021, l'extraction s'est poursuivie sur la zone décapée côté nord. Les volumes d'extraction se sont

montrés conformes aux années précédentes malgré une légère baisse de la demande en matériaux issus de l'extraction. Dans le cadre de son réaménagement, SEMAVERT a focalisé ses apports de terre inertes sur la digue paysagère.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Merlons | Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article annexes | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------|--|--|-------------------|
| 2 | Biodiversité | Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article III.17 et III.18 | / | Sans objet |
| 3 | situation administrative | Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article I.2 et I.3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de la biodiversité est un enjeu majeur pour le site. Le point d'équilibre entre l'exploitation du site et les mesures compensatoires en faveur de la biodiversité est à maintenir, de même que pour les futurs projets et le post-exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Merlons

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article annexes |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des merlons périphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Plan intitulé "plan de phasages" "Le merlons 8.1 et 8.2 sont réalisés dès le début d'exploitation". |
| Constats : Il ressort que l'exploitant n'a pas terminé les merlons périphériques. Le merlon 8.1 se situe sur la dernière partie de réalisation tandis que le merlon 8.2 n'a pas été débuté. |
| Observations : Compte tenu que l'inspection visait à faire un état des lieux du site dans le cadre du suivi de ce dernier et des projets futurs du site, l'inspection ne propose pas de mise en demeure mais sollicite de l'exploitant un échéancier en parallèle de son dossier de porter à connaissance pour l'exploitation des parcelles situées en bordure de forêt. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Biodiversité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article III.17 et III.18 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la biodiversité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Section 5 : Mesures compensatoires écologiques Article III-17: Impact sur le milieu naturel et la flore SEMAVERT est tenu d'adresser sous un an après la signature du présent arrêté à Monsieur le Préfet de l'Essonne, une étude relative aux modalités de réaménagements écologiques des secteurs à forts intérêts patrimonial. Cette étude comprendra des plans avec indications des formations végétales à reconstituer et des méthodologies envisagées. Article III-18 : Impact sur l'avifaune Les fronts de taille occupés par le Guêpier d'Europe, le Pigeon Colombin et l'Hirondelle de rivage sont conservés en l'état dans l'attente de reconstituer des flancs vifs de substitution. En attendant la création de nouveaux fronts de taille, une zone tampon devra être laissée en l'état en pied de falaise et une zone de protection de 30 mètres minimum au sommet du front de taille, afin de permettre aux oiseaux de continuer d'y nicher. Entre avril et septembre, les fronts abritant les colonies de Guêpier et d'hirondelle sont intégralement préservées. |
| Constats : L'exploitant a fourni dans son dernier bilan annuel des éléments relatifs aux actions engagées pour maintenir la biodiversité sur son site. |
| Observations : L'inspection a pu visualiser les nids de Guépriers d'Europe de la saison précédente. Les actions engagées sur les mares ont pu être observées. La zone de 3 ha, dédiée à de la prairie (et encadrée par la décision spécifique sur les espèces protégées et les espaces naturels) est clairement identifiée. Suivant les phasages qui seront retenus dans l'avenir, cette zone pourrait être déplacée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article I.2 et I.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, situation administrative |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral de 2011 cite les rubriques suivantes : 2510 : carrière de 70 ha environ (autorisation) 2515 : concassage 190 kW (déclaration) 2517 : station de transit (50 000 m3) (déclaration) 2714 : transit de déchets non dangereux (moins de 1000 m3) (déclaration) La production (extraction sable) est limitée à 150 000 t/an. Les remblais sont limités à 380 000 m3/an. |
| Constats : L'exploitant rappelle que l'exploitation de la carrière, au regard de l'arrêté de 2011, arrivera à échéance au cours de 2026. L'exploitant prévoit une prorogation de l'autorisation d'exploiter au regard du volume d'exploitation. En effet, l'extraction est d'environ 50 000 t/an. L'exploitant envisage également de déposer une demande de modification du phasage d'exploitation afin de pouvoir exploiter des parcelles visées dans le périmètre de la carrière tout en respectant les exigences relatives au maintien, suivi et protection de la biodiversité. Afin de pouvoir étayer son dossier, l'exploitant envisage de faire un relevé faune/flore courant mars/avril sur les parcelles envisagées. Ce relevé permettra de compléter les données déjà disponibles sur ces parcelles mais qui pourraient être jugées anciennes. Concernant l'activité relevant de la rubrique 2714, l'exploitant a indiqué que cette activité n'était pas exercée. |
| Observations : L'inspection est donc dans l'attente du porter à connaissance. L'exploitant établira une télédéclaration de cessation d'activité pour la rubrique 2714 dans le cas où celle-ci n'aurait pas été faite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

**SEMAVERT – carrière
Ballancourt sur Essonne
Planche photos – 26/01/2023**



